

Il faudra nourrir 9 milliards d'hommes en 2050

Par Marc Mennessier, le 14/10/2011



Des humanitaires distribuent de la nourriture à des réfugiés en Somalie en septembre dernier.
Crédits photo : © Feisal Omar / Reuters/REUTERS

Selon la FAO, près d'un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de malnutrition.

Le chiffre est terrible. Près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Et leur nombre ne cesse d'augmenter. À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, qui sera célébrée dimanche sur les cinq continents, la FAO (Food and Agriculture Organization) rappelle que la hausse des prix des denrées alimentaires a fait basculer cette année près de 70 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Qu'en sera-t-il en 2050 quand il faudra nourrir 9 milliards de bouches, contre 7 aujourd'hui ?

La faim frappe surtout l'Asie, qui compte le plus grand nombre de malnutris en valeur absolue (580 millions de personnes), et l'Afrique avec le plus fort taux (30 % de la population, soit 240 millions de personnes). Or sur ces deux continents, qui seront aussi les plus peuplés au mitan de ce siècle, les rendements céréaliers moyens sont dramatiquement faibles : 28 quintaux par hectare en Asie et 13 en Afrique subsaharienne, contre 50 dans les pays développés (70 en France !). La première urgence consiste donc à augmenter la productivité agricole dans ces régions. D'après la FAO, la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 % d'ici à 2050 pour éradiquer la faim. Le tout bien sûr sans dégrader l'environnement et sans augmenter la surface de terres arables au risque de mettre en péril la biodiversité. La quadrature du cercle ? Pas forcément.

Biotechnologies

Car les marges de progrès restent importantes. La mise au point d'une agriculture «durablement intensive», faisant appel à toute la panoplie des moyens techniques disponibles, y compris les biotechnologies, reste une importante carte à jouer. «Dans l'immédiat, le principal facteur limitant dans les pays du Sud, et notamment en Afrique, c'est l'accès aux engrais et aux semences», explique Gérard Matheron, président du Cirad (centre de recherche agronomique pour le développement), auteur avec Marion Guillou, présidente de l'Inra, d'un ouvrage récent sur le sujet.* La lutte contre les pertes et le gaspillage, l'organisation des échanges par la stabilisation des prix et le soutien financier au développement d'une agriculture vivrière compétitive dans les pays du Sud sont autant d'autres priorités.

En gardant à l'esprit que le verre n'est pas qu'à moitié vide. Si le nombre de malnutris a crû en valeur absolue ces dix dernières années, principalement en raison des conflits et de la hausse des prix des aliments, leur proportion a baissé de moitié depuis trente-cinq ans. Sans doute une raison d'espérer. M. Mé.

* *9 milliards d'hommes à nourrir. Un défi pour demain. François Bourin Éditeur, 420 p.*

Bernard Bachelier : «L'Afrique pourrait doubler ses rendements agricoles»

Administrateur de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm) et ancien directeur général du Cirad, Bernard Bachelier plaide pour une augmentation massive du financement de l'agriculture des pays du Sud.

LE FIGARO. - Comment expliquez-vous la persistance du problème de la faim ?

Bernard BACHELIER. - La production agricole planétaire pourrait nourrir la population mondiale. C'est techniquement possible à condition d'augmenter massivement le financement de l'agriculture. Mais pour cela, il faut réfuter les raisonnements pervers qui fournissent des prétextes pour ne pas agir.

Lesquels ?

On entend, par exemple, que la faim est d'abord une question de pauvreté. C'est exact. Mais le constat est valable aussi pour les paysans africains ou asiatiques qui ne trouvent actuellement ni les subventions ni les crédits pour investir, produire plus et diminuer le coût de leurs productions afin de les rendre compétitives. Du coup, beaucoup de pays du Sud sont tentés de satisfaire leurs besoins alimentaires par des importations bon marché. C'est un cercle vicieux.

Faut-il, pour nourrir les affamés, que les populations riches changent leurs habitudes alimentaires, notamment en consommant moins de viande ?

Je ne partage pas du tout cette idée. Car cela revient à confondre deux objectifs : celui de la santé publique des pays développés et celui de l'équilibre alimentaire mondial. Il est illusoire de croire que l'on va satisfaire les besoins des pays pauvres avec les excédents dégagés par la mise à la diète des Américains et des Européens. La priorité n'est pas d'entretenir la dépendance des premiers à l'égard des seconds mais, bien au contraire, de permettre aux pays du Sud de subvenir à l'essentiel de leurs besoins alimentaires en développant leur propre agriculture.

Ne craignez-vous pas qu'une hausse de la productivité agricole engendre des dégâts environnementaux ?

Au nom de cet argument, l'essentiel de l'aide publique internationale va aux programmes de protection de l'environnement au détriment de ceux destinés à l'augmentation de la production alimentaire. Résultat : les régions pauvres se voient privées des moyens qui leur permettraient d'intensifier leur agriculture, idée taboue

des discours officiels. Or ces régions, en Afrique en particulier, pourraient doubler voire tripler leur rendement, aujourd'hui très bas, grâce une bonne gestion de la fertilité et de l'eau. Le tout sans porter atteinte à l'environnement.

Quel pourrait être le rôle des biotechnologies ?

On ne peut pas s'en passer. La génétique est le seul moyen d'augmenter le potentiel de production des plantes sans un recours massif aux intrants chimiques. La recherche sur les végétaux tolérants à la sécheresse est un bon exemple. Il existe actuellement des variétés de maïs non génétiquement modifiées, et bientôt génétiquement modifiées, dont le rendement n'est pas affecté lorsqu'elles subissent un déficit hydrique. Certes, elles ne poussent pas dans le désert, mais il s'agit d'un progrès considérable, même si les améliorations vont demander du temps, qui permet à la fois d'économiser l'eau et de garantir une certaine régularité de production.

L'agriculture biologique, très en vogue actuellement, peut-elle relever ce défi ?

Non et pour plusieurs raisons. La première est que le système sol-plante a besoin d'engrais, y compris minéraux ou «chimiques», pour exprimer son potentiel de production, maintenir la fertilité des sols et augmenter les rendements, notamment dans les régions où ils sont très bas. Or le compost et les engrais organiques ne pourraient satisfaire, à eux seuls, tous les besoins en éléments minéraux pour toutes les agricultures, au Nord comme au Sud. Ensuite, il y a des pathologies pour lesquelles il n'existe aucune parade biologique efficace, ou à des coûts très dissuasifs. Résultat, les prix de ces produits sont le plus souvent inabordables pour le plus grand nombre, y compris chez nous d'ailleurs !